

## The institutional and economic determinants of female entrepreneurship in Algeria, Morocco and Tunisia

### Les déterminants institutionnels et économiques de l'entrepreneuriat féminin en Algérie, le Maroc et la Tunisie

Himrane Mohammed\*<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Université de Jijel (Algérie)

<sup>1</sup> m\_himrane@univ-jijel.dz

**Date de réception :** 03/08/2018 ; **Date de révision :** 25/02/2020 ; **Date d'acceptation :** 01/03/2020

#### Résumé :

L'objet de la présente étude est de déterminer comment les facteurs environnementaux peuvent influencer la création de nouvelles entreprises dirigées par les femmes dans la région du Maghreb. Les résultats indiquent que l'impact du PIB par tête et le taux de chômage féminin est positif, tandis que celui de l'indice de corruption est négatif. De plus, l'effet du taux d'inflation, le coût d'entrée, et le taux d'impôts est négatif mais statistiquement non significatif.

**Mots-clés :** Entrepreneuriat féminin ; déterminants économiques ; déterminants institutionnels ; création d'entreprise ; Maghreb.

#### Abstract:

The purpose of this study is to determine how environmental factors can influence the creation of new women-led businesses in the Maghreb region. The results show that the impact of GDP per capita and the female unemployment rate is positive, while that of the corruption index is negative. In addition, the effect of the inflation rate, the entry cost, and the tax rate is negative but statistically insignificant.

**Keywords:** Women entrepreneurship; economic determinants; institutional determinants; Business creation; Maghreb.

#### I- Introduction :

L'engouement grandissant pour l'entrepreneuriat féminin dans le monde est justifié en partie par l'évolution du rôle de l'entrepreneuriat dans le développement économique. Cet intérêt est aussi manifesté dans la région du Maghreb où la promotion des entreprises appartenant à des femmes est prometteuse pour le développement économique et social de la région à travers la création d'emplois, de revenus et de richesses.

Bien qu'une volonté politique pour encourager la création d'entreprises dans la région Maghrébine est manifestée, cette région demeure très en retard par rapport au reste du monde en matière d'activité entrepreneuriale en générale et d'activité d'entrepreneuriat féminin en particulier.

Les femmes possèdent et gèrent entre 31 % et 38 % des entreprises au niveau mondial, alors qu'une enquête réalisée par la Banque Mondiale entre la période 2003-2010 montre qu'elles ne représentent que 15 % des entreprises dans la région MENA<sup>(1)</sup>.

Selon notre investigation, il n'y pas eu d'études au Maghreb que ce soit au niveau strictement national ou au niveau comparatif qui traitent la question des déterminants de l'entrepreneuriat féminin dans une perspective nationale, d'où l'intérêt de la présente étude. À cet effet, l'objet de cette communication est d'apporter des éléments de réponses à la question suivante :

#### **Dans Quelle mesure les déterminants institutionnels et économiques influencent-ils l'entrepreneuriat féminin au Maghreb ?**

Pour mener à bien notre étude, la présente communication est structurée de la manière suivante : dans un premier temps, il sera exposé le cadre théorique : l'entrepreneuriat féminin, les déterminants de

l'entrepreneuriat au niveau macro, le contexte de l'entrepreneuriat dans les pays du Maghreb, et l'entrepreneuriat féminin au Maghreb. Dans un second temps, l'étude présente la méthodologie de recherche, expose les résultats, et fournit la discussion de cette étude.

## II- Cadre théorique des déterminants et d'entrepreneuriat

Wennekers et al<sup>(2)</sup> ont créé un cadre théorique et éclectique. Ils considèrent que les principales différences du taux d'entrepreneuriat sont dues aux conditions économiques et culturelles. De leur part, Verheul et al<sup>(3)</sup> pensent qu'il existe une multitude de variables d'offre et de demande qui influencent l'entrepreneuriat au niveau macro. En fait, plusieurs études confirment l'influence des conditions économiques sur le développement de l'entrepreneuriat<sup>(4)</sup>. De même pour les conditions culturelles, les résultats de recherches indiquent que les valeurs sociales et les croyances peuvent expliquer certaines différences du taux d'entrepreneuriat entre les pays<sup>(5)</sup>.

Un autre cadre entrepreneurial était proposé par Wennekers et al<sup>(6)</sup>. Ces auteurs soulignent que les facteurs économiques, institutionnels et technologiques jouent des proportions distinctes pour la justification du déclin ou du développement des niveaux de création d'entreprises entre les pays. De leur part, Ahmad et Hoffman<sup>(7)</sup> proposent un autre modèle explicatif de la variation des taux d'entrepreneuriat entre les nations.

Il s'agit des déterminants de la performance et de l'incidence de l'entrepreneuriat sur l'économie. Ces chercheurs soulignent également que les facteurs économiques, institutionnels, et technologiques influencent distinctement le taux de l'activité entrepreneuriale. Dans notre étude, la variable *culture* et *technologie* sont hors d'examen en raison du manque de données nationales qui peuvent les mesurer.

Par ailleurs, plusieurs chercheurs ont essayé de mesurer l'importance d'un bon nombre de facteurs soulevés dans les modèles suscités dans l'évolution de l'entrepreneuriat entre les pays. L'étude de Baughn et al<sup>(8)</sup> réalisée à l'aide des données GEM dans 41 pays permet de relever que le niveau d'activité entrepreneuriale peut être considéré comme le résultat de l'environnement économique, socio-culturel et juridique d'un pays. De même, Verheul et al<sup>(9)</sup> ont étudié les déterminants macros de l'entrepreneuriat dans 29 pays, en incluant les variables suivantes : le développement technologique, les facteurs économiques, les facteurs démographiques, l'intervention gouvernementale et les facteurs culturels.

Appliqué à un nombre de pays beaucoup moins réduit, Aidis et al<sup>(10)</sup> ont prouvé qu'en Lituanie et en l'Ukraine, l'accès au financement est un obstacle majeur pour les femmes entrepreneurs comparativement à leurs homologues masculins. De même, pour comprendre comment les femmes diplômées créent leurs entreprises en Iran, une étude de Patrel et Arasti<sup>(11)</sup> a montré que parmi les quatre groupes de facteurs environnementaux dégagés (facteurs socioculturels, économiques, règlements et politiques du gouvernement et réseaux entrepreneuriaux), seuls les réseaux entrepreneuriaux favorisent l'entrepreneuriat féminin dans le contexte iranien.

De ce qui précède, nous pouvons formuler des hypothèses liées aux variables économiques et institutionnelles pour la région du Maghreb. Nous pouvons également proposer des sous-hypothèses pour les deux catégories de variables.

La première hypothèse est désignée par **H1**, suppose que les déterminants économiques influencent l'entrepreneuriat féminin Maghrébin. Il s'agit des déterminants suivants : le PIB par habitant, le taux de chômage et le taux d'inflation. La deuxième hypothèse désignée par **H2** suppose que les déterminants institutionnels influencent l'entrepreneuriat féminin Maghrébin. Il s'agit des déterminants suivants : la fiscalité, les coûts d'entrée et la corruption.

Concernant le premier déterminant économique, les auteurs Smallbone et Welter<sup>(12)</sup> ont démontré l'existence d'un lien positif entre les décisions entrepreneuriales et les revenus individuels dans une étude effectuée sur un certain nombre de pays socialistes en période de transition.

**H.1.a: le PIB par habitant influence l'entrepreneuriat féminin Maghrébin**

De même, certaines études examinant les facteurs de création d'entreprises révèlent qu'une région avec un chômage élevé et/ou ayant un secteur des P.M.E peu développé, enregistre un faible niveau de création

d'entreprises comparativement à une région où le chômage est plus faible et le secteur des P.M.E est très développé <sup>(13)</sup>.

**H.1.b:** *le taux de chômage influence l'entrepreneuriat féminin Maghrébin*

Aussi, l'inflation peut mettre un frein aux investissements puisque qu'elle affecte la liquidité financière des entreprises par la réduction du niveau des bénéfices réalisés notamment celles des entreprises endettées <sup>(14)</sup>.

**H.1.c:** *le taux d'inflation influence l'entrepreneuriat féminin Maghrébin*

Concernant les facteurs institutionnels, selon Bruce <sup>(15)</sup>, certains tests de causalité indiquent que les impôts peuvent avoir une influence négative sur le niveau d'entrepreneuriat.

**H.2.a:** *la fiscalité influence l'entrepreneuriat féminin Maghrébin.*

En outre, les coûts d'entrée aux marchés de produits ont été également constatés qu'ils avaient un effet négatif et significatif sur le niveau d'activité entrepreneuriale. En effet, l'étude de Djankov et al <sup>(16)</sup> a mis en évidence que les disparités des coûts d'entrée ont pour conséquence des différences entre les pays en matière du volume de création d'entreprise.

**H.2.b:** *les coûts d'entrée influencent l'entrepreneuriat féminin Maghrébin.*

Enfin, une étude empirique réalisée à l'aide des données de 176 pays sur l'activité entrepreneuriale a conclu que les pays qui ont des niveaux élevés de corruption étaient souvent confrontés à des niveaux faibles de production entrepreneuriale <sup>(17)</sup>.

**H.2.c:** *la corruption influence l'entrepreneuriat féminin*

### III. Contexte de l'entrepreneuriat féminin dans les pays du Maghreb

Pour le contexte entrepreneurial Algérien, il est moins favorable aux affaires que celui de la plupart des pays de la région MENA, ce qui lui a généré des obstacles de compétitivité. La Banque Mondiale vient de publier son classement Doing Business 2018. L'Algérie y passe du 156e au 166e rang sur 190 pays, très en deçà en termes de performances par rapport à ses voisins immédiats, la Tunisie et le Maroc, respectivement classés à la 88e et 69e places.

Paradoxalement, en 2009, dans la seule participation commune aux éditions de GEM, les trois pays l'Algérie, le Maroc, et la Tunisie enregistrent respectivement les taux de prévalence TEA<sup>1</sup> féminins de 13,4; 11,7; 5,1. L'un des arguments justificatifs de l'importance de ce taux en Algérie semble être en partie l'évolution des conditions économiques favorisant l'intention de création d'entreprises dans cette période de temps telles que l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs et l'augmentation du volume des dépenses publiques ainsi que l'extension dans les programmes visant le soutien à la création de nouvelles entreprises <sup>2</sup>.

A noter aussi que le plus bas niveau des TEA féminins peut être vu dans les pays de la région MENA comparativement aux autres pays sondés dans la même édition internationale de GEM 2009. Les TEA des femmes Tunisiennes les plus faibles sont enregistrés dans les régions du Sud qui sont connues pour leur attachement plus fort aux coutumes et traditions. Ces dernières auraient probablement freiné la création et le développement des entreprises féminines.

En effet, dans cette région du pays, il semble que les familles et la communauté locale ne valorisent ni n'appuient les actions de création d'entreprises par les femmes. Toutefois, selon les experts Tunisiens participant à cette enquête, les normes socioculturelles en Tunisie demeurent moyennement favorables à l'activité entrepreneuriale <sup>(18)</sup>.

---

1 Activité entrepreneuriale à un stade précoce (TEA): Pourcentage de femmes des 18–64 ans qui sont soit entrepreneurs naissants soit propriétaires gérants d'une nouvelle entreprise.

<sup>2</sup> Les dispositifs de l'ANDI, L'ANSEJ, la CNAC, et l'ANGEM.

Selon toujours les mêmes résultats de l'enquête, l'Algérie se caractérise parmi les pays de la zone MENA comme ayant les attitudes les moins favorables à l'entrepreneuriat ; seuls 57 % des adultes algériens perçoivent l'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière <sup>(19)</sup>. En Tunisie, les experts Tunisiens participant à l'enquête GEM 2009 estiment que l'économie tunisienne avant la révolution avait offert de bonnes opportunités d'affaires et de possibilités de création dont le taux de motivation par les opportunités chez les femmes entrepreneurs était de 66,5% en 2009.

Néanmoins, après la révolution, le TEA féminin a enregistré une forte baisse (2.87%) en 2012. De même pour l'Algérie, dans sa seconde participation à l'enquête GEM 2011, le taux TEA féminin a enregistré un net recul (5,7%).

Dans le même ordre d'idées, l'entrepreneuriat dans les grandes villes Tunisiennes comme Tunis, Sousse, ou Sfax est motivé par le profit, alors que dans d'autres régions comme le Centre-Ouest ou semi-aride / désert du Sud, est motivé par la nécessité et le désir de survie <sup>(20)</sup>.

Quant aux femmes Marocaines, bien que la participation des femmes à l'activité entrepreneuriale au Maroc soit relativement élevée (11.7%) par rapport à certains pays de la région MENA en 2009, un écart entre les genres subsiste dans le niveau de confiance des femmes dans leurs capacités à démarrer une entreprise. Suivant la plus récente édition GEM Maroc, les raisons citées par les femmes Marocaines pour devenir entrepreneurs semblent se concentrer, principalement, dans le fait de vouloir profiter d'une opportunité pour se lancer dans l'entrepreneuriat <sup>(21)</sup>.

#### IV– Méthodes et Matériels :

En vue de confirmer, ou d'infirmer, les hypothèses de notre étude, la méthodologie suivie est celle de modéliser économétriquement en données de panel la relation entre la part de nouvelles entreprises dirigées par les femmes pour 10 000 femmes en âge de travailler (les 15-64 ans) avec des variables explicatives relatives à l'environnement économique et institutionnel.

Les variables économiques sont le *PIB par habitant*, le *taux de chômage* et le *taux d'inflation* tandis que les variables institutionnelles concernent le *taux fiscalité*, les *couts d'entrée*, et la *corruption*. Toutes ces données se rapportent au trois pays de la région du Maghreb : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie dont la période de l'étude va de 1998 à 2014. Ce choix des variables indépendantes se justifie par des raisons de disponibilité des données ainsi que pour l'importance y accordée au niveau macro par les chercheurs.

De ce fait, la forme fonctionnelle des modèles à estimer est ainsi :

$$\log(Y)_{it} = \alpha_1 + \alpha_2 \log(\text{PIB})_{it} + \alpha_3 \log(\text{Chom})_{it} + \alpha_4 \log(\text{Infla})_{it} + \alpha_5 \log(\text{Fisc})_{it} + \alpha_6 \log(\text{Cout})_{it} + \alpha_7 (\text{Corup})_{it} + \varepsilon_{it} \quad [1]$$

Où : Y est la part des nouvelles entreprises dirigées par des femmes pour 10 000 femmes en âge de travailler. Les abréviations PIB, Chom, Infla, Fisc, Cout et Corrup sont respectivement le produit intérieur brut par habitant, le taux de chômage, le taux d'inflation, le taux d'imposition, les couts d'entrée et la corruption. Le  $\varepsilon_{it}$  est un terme d'erreur

et i : 1, 2, et 3 relatifs à l'Algérie, le Maroc et la Tunisie respectivement. t est la période de l'étude, allant de 1998 à 2014.

Log : est le logarithme népérien.

En vue d'estimer la forme fonctionnelle de l'équation n° [1], deux types de modèles s'imposent. Il s'agit du modèle à effet fixe et du modèle à effet aléatoire.

- le Modèle à effet fixe

$$\log(Y)_{it} = v_i + \alpha_1 + \alpha_2 \log(\text{PIB})_{it} + \alpha_3 \log(\text{Chom})_{it} + \alpha_4 \log(\text{Infla})_{it} + \alpha_5 \log(\text{Fisc})_{it} + \alpha_6 \log(\text{Cout})_{it} + \alpha_7 (\text{Corrup})_{it} + \varepsilon_{it} \quad [2]$$

où  $v_i$  est un effet fixe spécifique à chaque pays

- Le Modèle à effet aléatoire:

$$\log(Y)_{it} = \alpha_1 + \alpha_2 \log(\text{PIB})_{it} + \alpha_3 \log(\text{Chom})_{it} + \alpha_4 \log(\text{Infla})_{it} + \alpha_5 \log(\text{Fisc})_{it} + \alpha_6 \log(\text{Cout})_{it} + \alpha_7 (\text{Corrup})_{it} + (u_{it} + v_{it}) \quad [3]$$

où:  $\varepsilon_{it} = (u_{it} + v_{it})$

Il est à noter que le meilleur modèle sera sélectionné en se basant sur le test de Hausman (1978). Ceci nous permet d'apporter certaines réponses à notre problématique posée ci-dessus.

#### IV.1 La variables dépendante

Cette étude en données de panel couvrant la période allant de 1997 à 2014 et se rapporte à l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. La variable dépendante représente l'activité annuelle de l'entrepreneuriat féminin. En termes plus clairs, elle représente le rapport annuel des entreprises féminines enregistrées au total de la population active féminine. C'est en raison de l'importance de sa participation à la croissance du nombre de femmes entrepreneurs au sein de la population féminine que l'entrepreneuriat féminin peut être mesuré en terme absolu, c'est à dire la part des dirigeantes d'entreprises féminines parmi le total des femmes actives.

Pour notre travail, les données sont directement obtenues auprès des organismes chargés d'immatriculation de nouvelles entreprises dans les trois pays (voir annexe). Les entreprises féminines englobent l'ensemble des sociétés morales dont le chef d'entreprise est une femme. À ce titre, les personnes physiques et les sociétés informelles sont exclues de cette étude. Selon la définition de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc, nous entendons par « Femme chef d'entreprise » une femme occupant l'une des fonctions suivantes : Président directeur général, vice-président directeur général, président du conseil de surveillance, président ou membre de directoire, administrateur directeur général, directeur général, directeur général adjoint, gérante ou cogérante <sup>(22)</sup>.

#### IV.2 Les variables indépendantes

Pour les variables indépendantes, les données nationales sont recueillies auprès de diverses sources, les variables telles que, le PIB par habitant, le taux de chômage féminin et le taux d'inflation sont des indicateurs de développement dans le monde (WDI) fournies par la Banque Mondiale. Quant à l'indice de corruption qui est l'un des indicateurs mondiaux de gouvernance est collecté auprès de la Banque Mondiale. Enfin, la base de données "Doing Business" a servi pour recueillir les taux d'impôts pratiqués et les couts d'entrée (voir annexe).

En vue d'aborder *les déterminants économiques et institutionnels*, nous utilisons des indicateurs indirects (proxy) adéquats pour présenter chacune des variables indiquées dans l'équation [1]. Ils sont introduits par le PIB par habitant (gdp/t); le taux de chômage féminin (chomf); le taux d'inflation (infl); les couts d'entrée (cout) ; les taux d'impôts (impot); et l'indice de corruption (corrup).

#### V- Analyse des Résultats :

Les résultats d'estimation de l'équation [2] et [3] consignés dans le tableau n° 1 se servent du logiciel Stata 11. La variable dépendante est la part des nouvelles entreprises dirigées par les femmes pour 10 000 femmes en âge de travailler, tandis que celles qualifiant d'explicatives sont le PIB par habitant, le taux de chômage, le taux d'inflation, les couts d'entrée, la fiscalité et la corruption.

**Tableau n°1** : résultats d'estimation économétrique

variable dépendante: log(Y)		
Vraies	Coefficients (A)	Coefficients (B)
log(gdp)	0,46***	-0,07
log(chom)	0,03**	-0,08
log(infl)	-0,11	-0,12**
log(cout)	-0,27	-0,84***
log(fisc)	-2,1	-7,35***
Corrup	-0,8***	-0,38***
C	8,31	36,16***
Modèle à:	effet fixe	effet aléatoire

Le test de Hausman <sup>(23)</sup> a été utilisé pour identifier parmi les deux modèles estimés le modèle le plus approprié pour analyser la relation entre la variable dépendante et les variables explicatives. En effet, les résultats du test de Hausman montrent que le modèle approprié est celui à effet fixe, car la probabilité de rejeter H0 à tort (H0 : le meilleur modèle est celui à effet aléatoire) est inférieure à 0,05 . De ce fait, en se référant aux résultats contenus dans la colonne (A), le PIB par habitant apparaît statistiquement très significatif (au seuil de 1%) et influence positivement l'entrepreneuriat féminin dans les trois pays retenus.

Le taux de chômage également est significatif au seuil de 5% avec un effet positif sur la création des entreprises féminines. Cependant, la variable relative à la corruption est significative au seuil de 1% et influence négativement l'entrepreneuriat féminin dans les trois pays étudiés. Par ailleurs, les variables relatives au taux d'inflation, à la fiscalité et au coût d'entrée ne sont pas significatives du point de vue statistique, toutefois, le signe négatif de ces trois variables peut se référer à l'impact négatif des variables sur l'entrepreneuriat féminin.

## VI- Discussion des résultats

Il est constaté une relation positive entre *le revenu par habitant* et leur niveau d'activité entrepreneuriale des femmes. Ce résultat corrobore avec celui de García et al <sup>(24)</sup>. En suivant une perspective macro et micro, ces chercheurs utilisent le revenu par habitant et le chômage pour expliquer l'ajustement entre le taux estimé et le taux optimal de l'entrepreneuriat à travers des régions espagnoles. Ils ont identifié une relation positive entre le développement économique et l'intensité entrepreneuriale. Dans la région du Maghreb, il semble qu'à mesure que le niveau de développement économique s'accroît, le nombre d'entreprises créées par les femmes motivées par l'opportunité augmente.

La croissance économique et la politique sociale proactive mise en œuvre au Maghreb ont entraîné une hausse du PIB par habitant et une amélioration des indicateurs sociaux. Suivant la plus récente édition de GEM, les raisons citées par les femmes Marocaines pour devenir entrepreneurs semblent se concentrer, principalement, dans le fait de vouloir profiter d'une opportunité pour se lancer dans l'entrepreneuriat <sup>(25)</sup>. En réalité, dans des pays où le PIB par tête est relativement faible tels que le Maghreb, il semble que toute amélioration de l'économie qui est suivie fréquemment par des augmentations de salaires, favorise les femmes à créer leurs entreprises <sup>(26)</sup>.

Similairement au PIB par habitant, la variable du *taux de chômage féminin* a aussi un effet positif sur l'activité des femmes entrepreneurs. Les femmes sont plus exposées au chômage dans la région Maghrébine, et pour elles le fait de créer une entreprise constitue l'une des principales opportunités d'emploi. En effet, dans la région MENA, où les taux de participation à la main-d'œuvre féminine sont les plus bas dans le monde, l'entrepreneuriat peut offrir de nouvelles opportunités pour les femmes de générer leur propre revenu <sup>(27)</sup>.

Les taux de chômage les plus élevés affectent les jeunes filles qui arrivent sur le marché du travail avec un niveau d'éducation intermédiaire à élevé. Nous pouvons avancer qu'à mesure que le niveau de chômage s'accroît, l'entrepreneuriat féminin motivé par la nécessité augmente. En fait, lorsque le niveau de chômage est élevé, les femmes peuvent être poussées vers l'activité entrepreneuriale pour échapper au chômage.

Ce résultat est cohérent avec l'étude de Martinez-Granado <sup>(28)</sup> qui constate que les chômeurs sont vraisemblablement plus intéressés à lancer leurs propres entreprises. L'étude de Touzani et al, <sup>(29)</sup> réalisée en Tunisie indique que l'entrepreneuriat dans les grandes villes comme Tunis, Sousse ou Sfax peut être motivé par le profit, alors que dans d'autres régions comme le Centre-Ouest ou semi-aride / désert du Sud, peut être motivé par la nécessité et le désir de survie <sup>(30)</sup>. De même en Algérie, malgré le fait que le taux élevé de TEA féminin (53%) enregistré dans l'édition GEM 2011 pour l'entrepreneuriat d'opportunité, il n'en demeure pas moins que les femmes sont plus présentes dans l'entrepreneuriat de nécessité (57%) <sup>(31)</sup>.

Par ailleurs, la variable *inflation* est négative mais n'est pas significative. Les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc) connaissent depuis le début des années 2000 une inflation moyenne respectivement de 2,9%, 3,9% et 1,9% <sup>(32)</sup>. Ces taux modérés ne semblent pas impacter significativement le taux d'entrepreneuriat féminin au Maghreb.

Toutefois, la relation entre l'inflation et l'activité entrepreneuriale des femmes demeure négative et démotivante. En fait, l'inflation et sa volatilité en particulier démotivent l'entrepreneuriat dans la mesure où elles rendent l'environnement des affaires plus risqué et plus difficile pour récupérer les valeurs d'investissement et de prévoir précisément l'état du marché. En réalité, la part croissante des importations dans le commerce extérieur du Maghreb augmente les prix de produits et services et baisse le pouvoir d'achat des ménages. Par conséquent, une baisse de demande sur les produits et services décourage l'accroissement du nombre d'entreprises créées par les femmes dans la région.

Pour ce qui est de *la corruption*, le résultat de l'estimation fait ressortir une association négative et très significative entre l'indice de corruption et l'activité entrepreneuriale des femmes. Notre résultat s'aligne parfaitement sur l'étude empirique réalisée sur des données de l'activité entrepreneuriale dans 176 pays<sup>(33)</sup>. Elle indique que les pays ayant des niveaux élevés de corruption étaient souvent confrontés à des niveaux faibles de production entrepreneuriale. Au Maghreb, l'organisation et la gestion des administrations publiques souffrent très souvent de lourdeurs et de dysfonctionnements.

De plus, la multiplication des réglementations contraignantes et complexes et la faiblesse des contrôles sont des caractéristiques fréquentes qui rendent les femmes entrepreneurs vulnérables à la corruption. Ajouté à cela, les mécanismes de gouvernance manquent de transparence, et le népotisme dans l'allocation des services publics et l'accès aux opportunités d'affaires lucratives gangrène pratiquement tous les niveaux de l'administration publique.

Condamnée aussi bien par la loi que par la religion islamique, le fléau de la corruption est néfaste pour les économies des trois pays. Il est un comportement monopolistique qui freine clairement les investissements privés et la croissance des échanges. A titre d'exemple, l'environnement politique de la Tunisie était très centralisé et les problèmes de gouvernance se sont exacerbés durant la dernière décennie, en matière notamment de corruption, d'efficacité gouvernementale et de responsabilité<sup>(34)</sup>.

Récemment, une étude réalisée en Tunisie montre que des facteurs contextuels tels que la corruption et la mafia politique peuvent significativement affecter la décision de créer des entreprises par les universitaires<sup>(35)</sup>. Ce qui démotive le plus les femmes entrepreneurs Maghrébines, est le fait que les relations entre les individus et l'administration ne sont pas organisées sur l'efficacité et la transparence, mais plutôt sur la base de filiation, d'allégeance politique et de copinage.

Quant à la variable, *impôts*, elle est négative mais n'est pas significative. Ce résultat surprenant oppose notre hypothèse *H2a*. Kihlstrom et Laffont<sup>(36)</sup> montrent que l'augmentation des taxes ne conduisent pas nécessairement à la réduction de l'activité entrepreneuriale, comme il suggère le bon sens. En Algérie, les ressources pétrolières ont écarté le besoin de prélever des impôts par les gouvernements auprès de leurs citoyens, et leur ont permis de redistribuer d'importantes ressources par le biais de programmes d'aide et de services sociaux<sup>(37)</sup>.

Le système fiscal ne semble pas être un facteur assez démotivant dans la mesure où une batterie de mesures d'incitations fiscales ont été octroyées à la création d'entreprises notamment en Algérie où une activité peut jouir d'un certain nombre d'avantages fiscaux jusqu'à la sixième année après son lancement.

En réalité, la proportion d'impôt à prélever sur les revenus peut influencer sur le revenu des entrepreneurs et des individus, et par conséquent sur le pourcentage des femmes qui entreprennent. En effet, elle peut exercer un impact sur l'entrepreneuriat, parce que le revenu constitue, pour les femmes, le principal moyen d'épargner et de transformer cette épargne en fonds propres au moment de la création d'une entreprise.

Avec un faible revenu, il est difficile d'épargner et de se lancer dans l'entrepreneuriat. Au Maroc, la récente réforme fiscale a intégré certains types de revenus non salariaux dans l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et en Tunisie, les dividendes sont de nouveaux imposés depuis 2014. Comme les impôts et taxes sur les bénéficiaires n'apparaissent pas comme un facteur entravant la création d'entreprises dans les trois pays, il nous semble donc convenable de souligner que ce n'est pas le taux

l'imposition qui démotive l'entrepreneuriat féminin dans la région du Maghreb mais plutôt la mauvaise gouvernance ou plus spécifiquement, la corruption, tel qu'il est décrit plus haut.

Enfin, la variable *couts d'entrée* est aussi négative mais n'est pas significative. Similairement à la variable *impôts*, les trois pays s'octroient d'avantages de facilitations d'entrée. Ce résultat ne faut évidemment pas nous faire perdre de vue que le climat des affaires en général demeure défavorable, et plus particulièrement en Algérie. Selon le dernier rapport Doing Business 2016, l'Algérie se situe au 163e rang sur 188 pays, très en deçà en termes de performances par rapport à ses voisins, la Tunisie et le Maroc, respectivement classés à la 74e et 75e places.

Quant aux facilitations d'entrée, les cout d'entrée (% du revenu par habitant) sont en baisse constante dans la région. Ils enregistrent un recul, entre l'année 2003 et 2015, en passant de 16.3 à 10.9 en Algérie, et de 11.9 à 3.9 en Tunisie, tandis qu'au Maroc, la baisse est plus sensible, ils sont passés de 26.6 en 2013 à 9.1 en 2016.

En effet, ce facteur, *coût d'entrée*, semble ne pas avoir d'impact significatif sur le lancement des entreprises au féminin. En outre, une fiscalité légère, associée à un niveau général des couts d'entrée moyen, semble produire un effet positif sur l'entrepreneuriat féminin. Il convient de signaler que cette région connaît un niveau élevé d'entreprises appartenant aux femmes qui activent dans le secteur informel.

En effet, selon une étude récente de la BERD, le marché informel représente une part très importante de la croissance au Maroc (40% du PIB en 2014). Ce secteur concerne plus particulièrement les jeunes et les femmes en zones rurales où il constitue la seule alternative pour trouver un emploi<sup>(38)</sup>. À cet effet, il est temps de tenter de réduire davantage les obstacles d'entrée en vue de placer ces entreprises dans le secteur formel.

Le résultat corrobore l'idée que les coûts d'entrée sont des barrières à l'entrée mais le lancement des réformes profondes et durables produit des incidences positives. En effet, Bruhn,<sup>(39)</sup> a conclu que la réforme introduite dans les différentes municipalités du Mexique a augmenté le nombre des entreprises enregistrées par 5%. Cette évolution résulte principalement du choix d'un certain nombre de salariés de se lancer dans la démarche de création d'une nouvelle entreprise.

## **VII- Conclusion :**

Ce document explore certains facteurs environnementaux qui peuvent influencer la création de nouvelles entreprises dirigées par les femmes dans la région du Maghreb. En fait, il s'agit d'une analyse régionale pour comprendre l'influence des aspects économiques et institutionnels. Nos résultats de modélisation économétrique en données de panel font ressortir que la croissance du PIB par habitant et la croissance du taux de chômage sont les déterminants les plus favorisants de la création d'entreprises par les femmes. En revanche, nous avons découvert que le niveau de corruption est le facteur le plus démotivant pour l'acte de création des entreprises par les femmes du Maghreb.

Dans notre analyse, nous identifions ainsi différentes voies par lesquelles la politique gouvernementale peut promouvoir l'activité entrepreneuriale des femmes. La politique d'intervention du gouvernement ne peut influencer seulement sur le côté d'offre de l'entrepreneuriat mais aussi sur le côté de demande par l'instauration d'un climat de confiance entre l'utilisateur et l'administration, la baisse des couts d'entrée, la rigueur contre la pratique de corruption, la régulation où la baisse des prix de produits et services, la réduction des impôts et taxes, la révision des revenus des femmes, et la dynamique de leur emploi.

**Références:**

1. Cawtar (2015), " **Promouvoir l'autonomisation des femmes pour un développement industriel inclusif et durable dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord**", document de travail,
2. Wennekers, A. R. M., Uhlaner, L. M. and Thurik, A. R. (2002), " **Entrepreneurship and its conditions: a macro perspective**", *International Journal of Entrepreneurship Education*, 1 (1): 25–64
3. Verheul, I., Wennekers, A. R. M., Audretsch, D. B. and Thurik, A. R. (2002), " **An eclectic theory of entrepreneurship**", in Audretsch, D. B., Thurik, A. R., Verheul, I., and Wennekers, A. R. M. (eds), "Entrepreneurship: Determinants and Policy in a European-US Comparison", (Boston/Dordrecht: Kluwer Academic Publishers).
4. Wennekers, A. R. M., Uhlaner, L. M. and Thurik, A. R. (2002), op. cit
5. Stephan, U., Uhlaner, L.M. (2010). " **Performance-based vs socially supportive culture: A crossnational study of descriptive norms and entrepreneurship**", *Journal of International Business Studies*, 41(8), 347-1364.
6. Wennekers, S., A. Van Wennekers, A. R. Thurik. Reynolds, P.D. (2005): " **Nascent Entrepreneurship and the Level of Economic Development**", *Small Business Economics*. Vol. 24 pp: 293-309.
7. Ahmad, N., Hoffman, A. (2007), « **A Framework for Addressing and Measuring Entrepreneurship** », OCDE, Entrepreneurship Indicators Steering Group, Paris.
8. Baughn, C., Chua, B.L., Neupert, K. (2006), " **The normative context for women's participation in entrepreneurship: a multi-country study**", *Entrepreneurship Theory & Practice*, Vol. 30 No. 5, pp. 687-708.
9. Verheul, I., Van Stel, A., Thurik, R. (2006), " Explaining female and male entrepreneurship at the country level ", *Entrepreneurship & Regional Development*, 18(2): 151–183.
10. Aidis, R., Welter, F., Smallbone D., Isakova, N. (2007), " **Female entrepreneurship in transition economies: The case of Lithuania and Ukraine**". *Feminist Economics*, 13, no. 2:157-183.
11. PATUREL, R., ARASTI, Z. (2006), " **Les principaux déterminants de l'entrepreneuriat féminin en Iran** ", 8<sup>ème</sup> congrès international francophone en entrepreneuriat et PME, L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales 25, 26, 27 octobre 2006, Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse.
12. Smallbone, D., Welter, F. (2001), " **The distinctiveness of entrepreneurship in transition economies** ", *Small Business Economics*, 16(4), pp. 249-262. ISSN (print) 0921-898X.
13. Noorderhaven, N.G., Thurik, A.R., Wennekers, A.R.M., van Stel A.J. (2004), " **The Role of Dissatisfaction and Per Capita Income in Explaining Self-Employment across 15 European Countries**", *Entrepreneurship Theory and Practice*, 28 (5) 447-466.
14. Madsen, Jakob B. (2003), " Inflation and Investment", *Scottish Journal of Political Economy*, Vol. 50, No. 4, September 2003.
15. Bruce, D., Mohsin, M. (2006), " **Tax Policy and Entrepreneurship: New Time Series Evidence**", *Small Business Economics*, Vol. 26, pp. 409-425.
16. Djankov, S., La Porta, R., Silanes, F., Shleifer, A. (2002), " **The Regulation of Entry**", *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 117(1), pages 1-37.
17. Avnimelech, G., Zelekha, Y., Sharabi, E. (2014), " **The effect of corruption on entrepreneurship in developed vs non-developed countries**", *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, Vol. 20 No. 3, pp. 237-262.
18. Mansouri, F. and Belkacem, L. (2010), *Global Entrepreneurship Monitor Tunisia, 2009*, Tunisia Executive Report, GEM, <http://www.gemconsortium.org>.
19. GEM (2010), " **Rapport régional du Global Entrepreneurship Monitor - GEM MOAN** ", Canada, Décembre 2010, [www.gemconsortium.org](http://www.gemconsortium.org).
20. Mansouri, F. and Belkacem, L. (2010),
21. El Ouazzani, K. (2016), " **La dynamique entrepreneuriale au Maroc 2015** ", *Global Entrepreneurship Monitor, Rapport du Maroc 2015*.
22. AFEM, (2010), " **Guide d'appui au développement de l'entrepreneuriat féminin au Maghreb**", invest in Med étude n°23/Septembre, 2010, Maroc.
23. Hausman J. A., (1978), *Specification Tests in Econometrics*, *Econometrica*, Vol. 46, N°. 6, p 1251-1271.

24. García Tabuenca, A., Crespo Espert, J.L., Cuadrado Roura, J.R. (2010): "**Entrepreneurship, creative industries and regional dynamics in Spain**", *The Annals of Regional Science*, 47:659–687.
25. El Ouazzani, K. (2016), op. cit.
26. EIM/ENSR, (1996), "**The European Observatory for SMEs**": Fourth Annual Report (Zoetermeer: EIM Business and Policy Research).
27. Belaidi A. Himrane M, (2016) , « **L'entrepreneuriat féminin au Maghreb étude comparative et analytique des déterminants macros entre L'Algérie, Le Maroc Et La Tunisie** », Revue des reformes Economique et intégration dans l'économie mondiale, Volume 11, Numéro 22, Pages 37-66.
28. Martinez. G,M,(2002), "**Self-Employment and Labour Market Transitions: A Multiple State Model**" *CEPR Discussion Papers*,3661, C.E.P.R. Discussion Papers.
29. Touzani, M., Jlassi, F., Maalaoui, A., Bel Haj Hassine, R. (2015), "**Contextual and cultural determinants of entrepreneurship in pre-and post-revolutionary Tunisia**", *Journal of Small Business and Enterprise Development*, Vol. 22 Iss 1 pp. 160 - 179.
30. Mansouri, F. and Belkacem (2010) , op. cit.
31. Abedou, A., Bouyakoub, A.K H, (2013), "**l'entrepreneuriat en Algérie 2011**", Global Entrepreneurship Monitor (GEM), Données de l'enquête GEM 2011, Algérie.
32. Natixis (2011), "**les risques inflationnistes : 'Egypte versus Maghreb'**", Flash économie du 30 septembre 2011 – N° 731. OnLine : <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=60166> (visite le : 11.08.2019).
33. Avnimelech, G., Zelekha, Y., Sharabi, E. (2014), op. cit.
34. BAD (2012), "**Tunisie: défis économiques et sociaux : Post - révolution**", Banque de Développement Africaine, Tunisie.
35. Touzani, M., Jlassi, F., Maalaoui, A., Bel Haj Hassine, R. (2015),
36. Kihlstrom, R. E., Laffont, J.-J. (1983), "**Taxation and Risk Taking in General Equilibrium Models with Free Entry**", *Journal of Public Economics*, vol. 21, no 2, July, pp. 159-181.
37. Sami. B, (2011), "**La pauvreté et l'inégalité en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie, note économique** ", Banque Africaine de Développement .
38. Zgheib, N., (2015), "**Obstacles to business in Middle East and North Africa: instability, corruption, informal sector**", Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). OnLine : <http://www.ebrd.com/news/2015/obstacles-to-business-in-middle-east-and-north-africa-instability-corruption-informal-sector.html> (visite le : 11.08.2019).
39. Bruhn, M. (2011), "**License to sell: the effect of business registration reform on entrepreneurial activity in Mexico.**", *Review of Economics and Statistics*, 93 (1): 382–6.

### Comment citer cet article par la méthode APA:

Mohammed Himrane (2020), **Les déterminants institutionnels et économiques de l'entrepreneuriat féminin en Algérie, le Maroc et la Tunisie**, Revue EL-Bahith en Sciences Humaines et Sociales, Volume 12 (01)2020, Algérie : Université Kasdi Marbah Ouargla, (P.P .367-376)